

# CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

SOUS LA DIRECTION DE

Anne DULPHY\*

AVEC

Aurélien BARBE, Célia BELIN, Tetyana BOBURKA, Yann BEDZIGUI,  
Julian FERNANDEZ, Grégoire GAYARD, JONATHAN JUNG,  
Floriane LEGUAY et Hewane SEREQUEBERHAN\*\*

---

\* Maître de conférences à l'Ecole polytechnique (France) et à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France) ; chercheur rattachée au Centre d'histoire de la Fondation nationale des Sciences politiques (France).

\*\* Doctorants rattachés au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

## SOMMAIRE

### ***Chronique des ouvrages***

#### *Penser et construire l'Europe*

#### *Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient*

- La guerre israélo-libanaise
- Le conflit israélo-palestinien
- La guerre en Iraq
- La question iranienne
- La politique américaine dans la région

#### *Terrorisme*

- Le terrorisme islamiste
- Al Qaïda
- La lutte contre le terrorisme

#### *Energie : état des lieux et enjeux*

- Approches générales
- Le développement durable
- Le pétrole

### ***Chronique des revues***

#### *Russie*

- Numéros spéciaux
- Le renouveau de la puissance russe
- Perceptions étrangères
- Poutine en question

#### *Chine et Inde*

- Numéros spéciaux
- Questions intérieures
- Politiques étrangères
- Questions énergétiques

#### *Iran et Iraq*

- Numéros spéciaux
- Equilibres régionaux
- L'échec iraquien
- La menace iranienne

## CHRONIQUE DES OUVRAGES 2007

Cette chronique ne prétend pas rendre compte de l'ensemble des ouvrages publiés en 2007 sur les relations internationales – tâche du reste impossible. Autour de rubriques représentatives des centres d'intérêt dominants au cours de l'année (histoire de la construction européenne, géopolitique du Proche et du Moyen-Orient, terrorisme, questions énergétiques et environnementales), une sélection de titres est donc opérée, chacun étant brièvement présenté et commenté. Ce choix est orienté par les éléments disponibles et les lectures de l'équipe, mais, en raison même de son caractère limité, il s'efforce de retenir l'essentiel pour fournir un instrument utile.

### *Penser et construire l'Europe*

L'inscription de cette thématique au programme du concours de l'agrégation a suscité un intérêt renouvelé pour une approche historique de la construction européenne. Il est apparu opportun de lui faire écho ici car il a suscité la parution de recueils de sources, de manuels de synthèse et d'ouvrages de références qui seront utiles à tous ceux que motive la recherche de clefs de compréhension historiques du processus communautaire.

Des rééditions utiles doivent être mentionnées, comme celle du livre de Bino OLIVI et Alessandro GIACONE, *L'Europe difficile. Histoire politique de la construction européenne*, Gallimard (coll. Folio Histoire), Paris, 546 p. La nouvelle édition augmentée de l'ouvrage d'Elisabeth DU REAU, Marc DUSAUTOY, Michèle LAGNY, Svetla MOUSSAKOVA et Nicolas PROKOVAS, *L'Europe en construction. Le second XX<sup>e</sup> siècle*, Hachette, Paris, 2007, 286 p., est également bienvenue, compte tenu du fait qu'il intègre d'emblée tout le continent européen – d'où des développements très riches sur les évolutions et les perceptions à l'Est – et comporte une originale dimension culturelle.

- D. BARJOT (dir.), *Penser et construire l'Europe (1919-1992)*, Editions Sedes, 66 p.
- S. GUILLAUME, *Penser et construire l'Europe de 1919 à 1992*, Ellipses, Paris, 2007, 303 p.
- S. SCHIRMANN / P. CHASSAIGNE / A. DULPHY / C. MANIGAND / J. M. PALAYRET / M. TROUVE, *Penser et construire l'Europe (1919-1992). Etats et opinions nationales face à la construction européenne*, Editions Sedes, Paris, 2007, 198 p.

Parmi les nombreux manuels publiés, ces ouvrages ont été retenus parce qu'ils se présentent tous trois comme le travail collectif de nombreux spécialistes et que, face à un sujet au large champ temporel et spatial, ils ont opté pour des approches différentes mais complémentaires.

Le premier, dirigé par Dominique Barjot, s'inscrit dans une démarche exclusivement chronologique, mais s'attache à mettre l'accent sur les avancées historiographiques. La période de gestation avant 1945 en est une bonne illustration, avec les développements sur les influences intellectuelles, sur la cartellisation..., ainsi que le panorama final sur les perspectives de la recherche. La dimension économique et les enjeux stratégiques sont particulièrement valorisés.

Le même éditeur a publié un second ouvrage collectif, qui a opté pour une lecture qu'on qualifierait de stato-nationale : il s'agit de mesurer l'apport d'Etats-nations à la construction européenne, d'éclairer la représentations qu'en ont leurs sociétés, au travers de sept chapitres consacrés à autant de pays (le rôle extérieur des Etats-Unis compris). Cette organisation permet de dégager

différentes logiques nationales vis-à-vis de l'Europe : un levier de puissance pour la France, un substitut identitaire pour l'Italie, une garantie d'autonomie pour les petits pays du Benelux, *etc.* La question de l'opinion publique est particulièrement creusée dans les contributions sur la France et la Belgique.

Enfin, le livre dirigé par Sylvie Guillaume offre un plan chronothématique : parcours de quelques grands moments ; approche comparatiste des acteurs et des réseaux, avec de précieuses synthèses sur les experts, les techniciens, les groupes d'intérêt, les intellectuels, le renseignement ; enfin, étude transversale des enjeux. La deuxième partie constitue sans doute l'apport le plus neuf sur des aspects souvent mal connus.

- B. BRUNETEAU, *Histoire de l'idée européenne au premier XX<sup>e</sup> siècle à travers les textes*, Armand Colin (collection U), Paris, 2006, 284 p.

- P. MIOCHE, *L'Histoire par les textes. Penser et construire l'Europe, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Hachette (rééd. 2007), 152 p.

Ces deux ouvrages offrent le grand intérêt de proposer une anthologie de textes sur l'intégration européenne qui éclairent les représentations et les projets organisationnels de l'Europe en les replaçant dans leur contexte.

En dépit de son petit format, le livre de Philippe Mioche retient l'attention par la sélection opérée – en particulier les déclarations des dirigeants politiques de plusieurs pays membres et les analyses d'intellectuels de renom – et par l'introduction des extraits présentés qui les remet en perspective.

Parue en 2006 et bientôt prolongée chronologiquement, celle de Bernard Bruneteau se limite au premier XX<sup>e</sup> siècle, qui a vu la maturation des problématiques centrées sur « l'idée d'Europe ». Le riche corpus de textes, issus d'auteurs de treize nationalités, rend compte de l'émergence d'une conscience de l'Europe qui s'est déclinée sur deux modes, sans cheminement systématique entre les deux : celle d'une identité de civilisation, en distorsion avec les réalités de « l'âge des extrêmes » ; celle de la nécessité d'unir cet espace. L'eupéisme, nom donné à cette conscience politique de l'Europe, s'est articulé à différentes valeurs fondatrices : le pacifisme, la recherche d'une expression régionale dans le cadre de la mondialisation en cours, l'aspiration à une modernisation de l'Etat par la délégation de parts de souveraineté à une autorité compétente, technique, moderne...

- M. DUMOULIN (dir.), *La Commission européenne 1958-1972*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Bruxelles, 2007.

La collecte de sa mémoire confiée depuis plusieurs années par la Commission à un groupe d'universitaires issus des six pays fondateurs a donné naissance, à partir d'une centaine de témoignages, à cette ample étude historique sur l'institution pendant ses années fondatrices. En rendant compte des difficultés qui les ont jalonnées (contestation par les Etats membres de percées juridiques fondamentales au service de la supranationalité, concurrences nationales autour de la question du siège...), l'ouvrage permet de mieux mesurer l'ampleur des réalisations qui ont façonné les grandes avancées de l'intégration européenne, inventoriées dans une seconde partie consacrée aux politiques communes. On retiendra plus encore le sentiment de prendre part à « une invention de chaque jour », dégagé par ceux qui se qualifient de « missionnaires » ou d'« ouvriers de la première heure », collèges des commissaires – étudié collectivement et sous la forme d'une galerie de portraits – comme

fonctionnaires européens. L'ensemble du texte est téléchargeable sur le site Internet officiel [bookshop.europa.eu](http://bookshop.europa.eu).

- P. GERBET, *La Xonstruktion de l'Europe*, Armand Colin, Paris, 2007, 584 p.

Il s'agit de la quatrième édition d'un ouvrage désormais classique, écrit par un pionnier des études européennes, qui n'était plus disponible depuis plusieurs années et dont le contenu a été amplement actualisé. Il retrace de manière à la fois détaillée et approfondie le processus institutionnel et politique de construction de l'Europe. On peut se réjouir que cette référence essentielle, par l'ampleur de la synthèse, la densité des données exposées et la précision des analyses, soit à nouveau à la disposition du lecteur.

- S. KAHN, *Géopolitique de l'Union européenne*, Armand Colin (collection 128), Paris, 2007, 128 p.

Associant un regard d'historien et de géopolitiste, l'auteur présente la construction européenne comme un projet construit à partir des relations entre Etats, dans la confrontation et le compromis de leurs intérêts particuliers. Il étudie donc comment des nations souveraines ont choisi de mutualiser une part de leurs prérogatives au sein d'une structure inédite, au nom de leur intérêt national, et présente plus spécifiquement trois visions (française, anglaise, allemande). Il confronte enfin ce projet géopolitique à la problématique de l'élargissement.

### ***Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient***

Régions de crise et d'instabilité depuis des décennies, le Proche et le Moyen-Orient demeurent un sujet d'étude d'actualité. Les guerres et les conflits (entre Israël et le Hezbollah au Liban, entre Israël et les territoires palestiniens, en Iraq), ainsi que l'épineuse question iranienne influencent non seulement l'avenir de la région, mais aussi les autres acteurs internationaux, notamment les Etats-Unis, contraints de repenser leur politique dans la région. Les ouvrages retenus offrent tout d'abord un panorama général, avant d'explorer plus en détail les problématiques nationales, régionales et internationales.

- S. COOK, *Ruling not Governing : the Military and Political Development in Egypt, Algeria, and Turkey*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2007, 208 p.

Dans cet ouvrage, l'Américain Steven Cook étudie la place qu'occupe le commandement militaire dans trois pays musulmans dominés par l'armée, l'Egypte, l'Algérie et la Turquie. Il démontre non seulement que les militaires jouent un rôle-clef dans le fonctionnement institutionnel de ces trois pays, mais il explique également en détail comment l'armée s'appuie sur des attributs démocratiques « *de façade* » pour asseoir son pouvoir. En charge des grandes décisions, l'armée n'est pourtant pas aux commandes de la gestion au quotidien : elle dirige sans gouverner (« *ruling, not governing* »). Inversement, la mainmise militaire est aussi garante d'une certaine stabilité et de la survie du régime en place.

- G. CORM, *Histoire du Moyen-Orient : de l'Antiquité à nos jours*, La Découverte, Paris, 2007, 191 p.

Cette synthèse historique permet de saisir la complexité du Moyen-Orient, marqué par des ruptures et des continuités entre les empires et les civilisations qui l'ont influencé depuis la plus haute Antiquité, soit avant l'apparition de l'islam. Cette région est composée de différentes cultures, issues des « socles géographiques » sur lesquels se sont bâtis les empires anatolien, iranien, mésopotamien et

égyptien. Cette approche permet de comprendre la dynamique des peuples (Iraniens, Turcs et Arabes) en interaction perpétuelle malgré le barrage de la langue, ainsi que les rapports entre le Moyen-Orient et l'Occident et le déclin du Moyen-Orient depuis deux siècles.

- A. EHTESHAMI, *Globalization and Geopolitics in the Middle East: Old Games, New Rules*, Routledge, Oxford, 2007, 258 p.

Cet ouvrage évalue l'effet de la mondialisation sur ce qu'on nomme le « grand Moyen-Orient », de l'Afrique du Nord au Pakistan. L'auteur considère que la mondialisation, loin d'ouvrir les économies et de tirer la région vers le haut, constitue au contraire un cadre de compétition pour les grandes puissances, qui utilisent ses instruments pour asseoir leur pouvoir. Les enjeux géopolitiques et stratégiques de la région contribuent à sa sclérose économique et sociale et à la montée des inégalités.

*La guerre israélo-libanaise*

- G. ACHCAR / M. WARSCHAWSKI, *La Guerre des 33 jours : la guerre d'Israël contre le Hezbollah au Liban et ses conséquences*, Textuel (coll. La Discorde), Paris, 2007, 111 p.

Replacée dans une perspective historique, la guerre menée par Israël contre le Hezbollah au Liban du 12 juillet au 14 août 2006 est analysée par des auteurs appartenant aux deux pays opposés pendant le conflit. Les origines de la création du Liban et du Hezbollah ainsi qu'un rappel historique de la conflictualité au Liban permettent d'interpréter la « guerre des 33 jours ». Selon les auteurs, les Etats-Unis souhaitaient mettre sous tutelle le « grand Moyen-Orient » et ce conflit était l'occasion de mener une « *guerre préventive contre les organisations islamistes* », notamment le Hezbollah et le Hamas, avant de s'attaquer aux *rogue States* de la région, l'Iran et la Syrie. Israël, offensé en mai 2000 lorsqu'il a dû se retirer de la bande de Gaza sans contrepartie, aurait voulu anéantir le Hezbollah grâce à son armée, qu'il pensait invincible. L'échec d'Israël a ouvert une crise interne majeure et remis en cause sa politique dans la région tout en renforçant le prestige du Hezbollah, lequel a su résister à l'Etat hébreu.

- A. LEVY-WILLARD, *Trente-trois jours en été : chroniques d'une guerre surprise*, Robert Laffont, Paris, 2007, 286 p.

Grand reporter à *Libération*, l'auteur est en vacances à Jérusalem au moment où éclate la guerre israélo-libanaise. Elle retrace au fil des jours les événements de l'été 2006 tels qu'elle les vit du côté israélien, puis elle décrit les défaillances et les erreurs de l'armée israélienne face au Hezbollah, milice plus organisée qu'Israël ne le pensait. Alors que l'escalade du conflit se poursuit et qu'aucun des deux camps n'a gagné ou perdu, un processus de paix s'amorce avec la mise en place de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) chargée d'instaurer une zone-tampon entre l'Etat hébreu et le Liban.

- F. MERMIER / E. PICARD *et al.*, *Liban, une guerre de 33 jours*, La Découverte, Paris, 2007, 255 p.

L'analyse conjointe de la « guerre de 33 jours » par des chercheurs et des spécialistes du Liban et du Moyen-Orient permet une lecture panoramique du conflit et de ses conséquences. Les auteurs décryptent les enjeux du conflit à plusieurs niveaux : international, en étudiant le rôle des Etats-Unis, d'Israël, du Liban, de la Syrie, de l'Iran ou encore de la France ; régional, en présentant les enjeux de la paix, de la sécurité, de la terre et de l'eau. Si Israël est affaibli par cette guerre, le Hezbollah en ressort plus fort, ce qui remet en question les équilibres de la région.

*Le conflit israélo-palestinien*

- P. BLANC / J.-P. CHAGNOLLAUD / S.-A. SOUIAH, *Palestine : la dépossession d'un territoire*, L'Harmattan (coll. Comprendre le Moyen-Orient), Paris, 2007, 252 p.

Cette synthèse réalisée par trois spécialistes (respectivement en Agronomie, en Science politique et en Géographie) analyse la politique israélienne d'appropriation foncière en Cisjordanie qui s'est renforcée après les Accords d'Oslo en 1995, puis amplifiée encore avec la construction, depuis 2002, du « Mur » qui, loin d'assurer la sécurité d'Israël, rend l'appropriation irréversible. Ce serait donc sur la question du contrôle de la Cisjordanie qu'échouent les négociations israélo-palestiniennes, puisque le processus de colonisation israélien, de l'annexion unilatérale par la politique du fait accompli et la domination par le nombre à la mainmise sur la terre et l'eau en passant par l'instrumentalisation du droit, dépouille les Palestiniens de leur territoire, les empêchant d'avoir un jour un Etat souverain doté d'une véritable continuité territoriale.

- B. MORIAME, *La Palestine dans l'état israélien : avant et après le mur*, L'Harmattan (coll. Comprendre le Moyen-Orient), Paris, 2007, 206 p.

L'auteur, journaliste belge, tente de cerner l'origine, les différents aspects, ainsi que les conséquences de la construction du « mur ». Ce mur matérialise les processus plus anciens de l'occupation et de la colonisation israéliennes, processus dont il serait à la fois l'un des outils et l'aboutissement. L'auteur analyse ensuite les conséquences du mur sur la vie quotidienne des Palestiniens et des Israéliens, en montrant qu'il existe un déséquilibre économique, social, territorial et militaire entre ces deux populations ; il s'intéresse aussi à son effet sur la problématique israélo-palestinienne, car il hypothèque la construction d'un futur Etat palestinien viable. Enfin, Benjamin Moriamé montre qu'Israël se serait paradoxalement placé « *le dos au mur* » en ayant comme alternative d'accepter d'ouvrir des négociations ou de poursuivre sa politique unilatérale, ce qui pourrait avoir des conséquences incontrôlables.

- S. PERES, *Un chemin vers la paix. Entretien avec Christiane Vulvert*, Timée-Editions, Boulogne-Billancourt, 2007, 213 p.

Christiane Vulvert, journaliste et grand reporter, a recueilli le témoignage du neuvième président de l'Etat hébreu, intronisé le 15 juillet 2007. Alors que les tensions sont toujours vives dans la région, qu'un mur sépare désormais Israël des territoires palestiniens en Cisjordanie et que la guerre contre le Liban a divisé l'opinion internationale, Shimon Peres évoque son parcours politique depuis la fondation d'Israël à laquelle il a participé : il révèle les coulisses de la crise de Suez et raconte les rencontres qui ont marqué sa carrière politique (David Ben Gourion, Charles de Gaulle, Yasser Arafat, Yitzhak Rabin...). Il dévoile également sa vision de la difficile situation d'Israël, sans concession, en abordant les thèmes qui font débat : le processus de paix dans son ensemble, le statut de Jérusalem, les frontières israélo-palestiniennes, l'exercice de la démocratie et l'avenir politique au Proche-Orient. Il énonce enfin avec force sa conviction que la paix est possible au Proche-Orient.

### *La guerre en Iraq*

- A. ALLAWI, *The Occupation of Iraq : Winning the War, Losing the Peace*, Yale University Press, New Haven, 2007, 544 p.

Longtemps actif au sein de l'opposition au régime baasiste de Saddam Hussein, puis ministre de la Défense et ministre des Finances du nouveau régime iraquien, Ali Allawi livre ici une analyse sans complaisance de l'échec de l'aventure américaine en Iraq. Il dénonce l'arrogance des idéologues

américains qui ont poussé l'administration Bush à intervenir. Il retrace le rôle des divers groupes ethniques, politiques et insurgés en Iraq et au Moyen-Orient dans la situation tragique de la fin 2006. En fin connaisseur des rouages de la société iraquienne, l'auteur décortique les événements qui ont mené les Etats-Unis à vaincre militairement en Iraq sans toutefois réussir à apporter paix et prospérité.

- G. CHALIAND, *L'Amérique en guerre : Irak-Afghanistan*, Editions du Rocher (coll. Documents), Monaco, 2007, 179 p.

Ce spécialiste des guérillas et autres mouvements armés irréguliers analyse comment les victoires militaires ont débouché sur des échecs stratégiques en Iraq – qui devait, selon le projet politique originel, servir d'exemple pour un remodelage du Moyen-Orient –, ainsi qu'en Afghanistan – dont la situation se dégrade parce qu'elle a été sacrifiée au projet iraquien. Il dresse un tableau assez complet des difficultés rencontrées par les armées « régulières », si puissantes soient elles, pour vaincre complètement et définitivement les guérillas quand leurs responsables politiques n'en ont pas saisi les principes.

- J.-M. CHARON / A. MERCIER *et al.*, *Armes de communication massive : informations de guerre en Irak. 1991-2003*, CNRS (coll. CNRS Communication), Paris, 2007, 274 p.

Les journalistes et chercheurs, français comme étrangers, qui ont contribué à cette étude comparent le traitement médiatique de la guerre du Golfe et celui de l'actuelle guerre d'Iraq. En l'espace de douze ans, alors que les conflits mettent aux prises les mêmes protagonistes dans la même région, la couverture journalistique a évolué : on est passé d'un journalisme contrôlé – « *effet jeu vidéo* » – à un journalisme intégré – « *effet télé-réalité* » – et, alors que CNN avait le monopole en 1991, les points de vue délivrés pas les médias internationaux sont désormais éclatés. Selon les auteurs, ces évolutions n'ont pas toujours permis une meilleure information sur la guerre.

#### *La question iranienne*

- T. DELPECH, *Le Grand Perturbateur : réflexions sur la question iranienne*, Grasset & Fasquelle, Paris, 2007, 216 p.

L'Iran sait précisément ce qu'il veut : devenir la puissance majeure du Moyen-Orient au XXI<sup>e</sup> siècle. Pour parvenir à ses fins, étendre son influence et son pouvoir de coercition, le régime de Téhéran, issu du cœur le plus dur des conservateurs, compte sur un bouleversement régional de grande ampleur, sur l'infiltration de ses agents dans toute sa périphérie (au Liban, en Iraq, mais aussi en Asie centrale et dans le Caucase) et sur son programme nucléaire. L'auteur considère que le régime iranien a jusqu'ici mené habilement le jeu afin de poursuivre ses activités nucléaires et qu'il constitue une menace pour le monde. Elle préconise d'adopter une ligne dure et pense que seul le Conseil de sécurité de l'ONU peut imposer des sanctions suffisantes pour empêcher Téhéran de posséder l'arme nucléaire.

- F. HEISBOURG, *Iran, le choix des armes ?*, Stock, Paris, 2007, 173 p.

Cet ouvrage dresse l'état des lieux du programme nucléaire iranien : origine et motivations de la décision, état actuel du programme balistique et atomique, poids et intérêts des acteurs extérieurs, situation intérieure et luttes de pouvoir, contexte stratégique régional. L'auteur examine ensuite les

scénarios possibles pour l'avenir (coopération, coercition ou confrontation (et de quelle nature), ainsi que leurs conséquences. Les pays occidentaux risquent de se trouver confrontés à seulement deux options également lourdes de conséquences pour la sécurité régionale et internationale : recourir aux armes ou accepter la logique de la prolifération au Moyen-Orient et dans le monde.

- B. NIRUMAND, *Iran : vers le désastre ?*, Actes Sud, Arles, 2007, 370 p.

Bahman Nirumand, dissident iranien, tente de faire comprendre l'actualité complexe de son pays et les enjeux au Moyen-Orient. L'auteur replace la question nucléaire dans un contexte historique, puis décrit les trois moments-clefs de la « *tragédie iranienne* » : le départ du shah et l'avènement du régime des ayatollahs en 1979, l'échec des réformateurs dans les années 1990 et l'accession au pouvoir de l'ultra-conservateur Ahmadinejad. Le régime iranien, pétri de paradoxes et d'antagonismes structurels, se maintient grâce à des situations de crise volontairement exacerbées. L'auteur termine sur un plaidoyer pour une politique européenne de paix, capable d'éviter l'embrasement du Moyen-Orient.

- R. TAKEYH, *Hidden Iran : Paradox and Power in the Islamic Republic*, Times Books, New York, 2006, 272 p.

Sorti fin 2006, cet ouvrage mérite tout de même sa présence dans notre bibliographie cette année tant il fait partie des œuvres qui définissent les limites de la politique étrangère américaine à l'égard de Iran. Spécialiste influent de ce pays, Ray Takeyh balaie quelques-unes de idées les plus ancrées aux Etats-Unis et donne l'image d'un pays en transition, dynamique, pluriel et au fonctionnement institutionnel solide. L'auteur défend l'idée qu'une politique d'engagement avec l'Iran serait plus productive que la ligne politique défendue par l'administration Bush, qui consiste principalement à rechercher la confrontation diplomatique tout en attendant un changement de régime. Alors que les Américains sont en passe de choisir un nouveau Président, la politique des Etats-Unis à l'égard de l'Iran sera en grande partie déterminée par cette alternative.

*La politique américaine dans la région*

- J. CARTER, *Peace not Apartheid*, Simon and Schuster, New York, 2006, traduit par Jean-Paul Mourlon : *Palestine, la paix, pas l'apartheid*, L'Archipel, Paris, 2007, 240 p.

L'ouvrage de l'ancien président américain Jimmy Carter a reçu un accueil très froid lors de sa publication aux Etats-Unis fin 2006. L'utilisation du terme « *apartheid* » – du nom du système ségrégationniste sud-africain – pour décrire le système mis en place par Israël en Cisjordanie et à Gaza a été considéré comme offensant et inexact par une très grande partie de l'*establishment* américain, ce qui poussa de nombreux démocrates à prendre leur distance avec l'ancien Président, prix Nobel de la paix 2002. Pourtant, Jimmy Carter est plus mesuré dans son ouvrage que dans son titre, en affirmant qu'Israël peut encore éviter cette situation en acceptant de négocier sérieusement avec les Palestiniens. Fidèle à sa réputation de négociateur équilibré, J. Carter impute l'échec des accords passés à l'ensemble des parties. Il se montre toutefois plus critique envers Israël à propos de la situation actuelle et lui recommande de faire cesser le *statu quo* douloureux dans les territoires palestiniens.

- P. DROZ-VINCENT, *Vertiges de la puissance : le « moment américain » au Moyen-Orient*, La Découverte (coll. Textes à l'appui), Paris, 2007, 370 p.

Préfacé par Pierre **Hassner**, cet ouvrage apporte un éclairage inédit à l'analyse de la politique américaine au Moyen-Orient en s'attachant à l'étude des ressorts de la prise de décision. S'appuyant sur une longue recherche au sein des arcanes du pouvoir américain, l'auteur analyse les modalités de la prise de décision au sein de l'administration Bush et met ainsi au jour des éléments de compréhension. Cette étude permet par exemple de comprendre pourquoi les contrepoids démocratiques si forts aux Etats-Unis, tels que le jeu des institutions, les médias ou l'opinion publique, n'ont pas réussi à contrecarrer les plans de l'exécutif.

- J. MEARSHEIMER / S. WALT, *The Israel Lobby and US Foreign Policy*, Farrar, Straus and Giroux, New York, 2007, 466 p., traduit en français : *Le Lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, Paris, 2007, 504 p.

Dans la foulée de l'intense polémique déclenchée par la publication, en mars 2006, dans la *London Review of Books*, de leur article « The Israel Lobby », les deux célèbres professeurs de l'école réaliste, John Mearsheimer et Stephen Walt, ont choisi de détailler et appuyer leur argumentaire en publiant un volumineux ouvrage sur le *lobby* pro-Israélien et son influence sur la politique étrangère américaine. Une grande partie du livre est sujet à controverse : leur définition du « *lobby* », le soutien des Etats-Unis à Israël pesant comme un fardeau sur la politique étrangère américaine, le rôle-clef du *lobby* sur les prises de décisions concernant l'Iraq et l'Iran. Ils décrivent l'efficacité de *lobbies* tels que l'AIPAC pour assurer un soutien constant des Etats-Unis à Israël et relancent un important débat sur l'intérêt américain à soutenir ce pays. Ils voient l'influence de ce « *lobby* » pro-Israélien dans beaucoup de prises de positions américaines sur le Moyen-Orient (Iraq, Iran, Liban et Syrie).

- M. OREN, *Power, Faith, and Fantasy : America in the Middle East, 1776 to the Present*, W. W. Norton & Company, New York, 2007, 736 p.

Dans ce volumineux ouvrage, Michael Oren relate l'histoire de l'engagement américain au Moyen-Orient, du premier Président des Etats-Unis, George Washington, à nos jours. D'après ce chercheur au Shalem Center de Jerusalem, l'intérêt américain pour la région n'a pas commencé avec la découverte de la manne pétrolière ou avec la création de l'Etat d'Israël, mais procède au contraire, dès

l'époque des colonies américaines, d'un mélange entre des croyances chrétiennes proto-sionistes ou missionnaires, une vision mythifiée de la région et la poursuite d'intérêts matériels.

- T. PARSI, *Treacherous Alliance : the Secret Dealings of Israel, Iran, and the United States*, Yale University Press, New Haven, 2007, 361 p.

Dans cet ouvrage, Trita Parsi revient sur une relation triangulaire rarement comprise et souvent volontairement oubliée, celle des Etats-Unis, d'Israël et de l'Iran. Loin des échanges verbaux belliqueux qui constituent le cœur de la relation israélo-iranienne aujourd'hui, les deux puissances non arabes du Moyen-Orient ont longtemps coopéré, le plus souvent secrètement, sous le régime du shah ; puis, malgré un arrêt brutal en 1979, des contacts fructueux ont été établis sous Khomeiny. Cependant, les relations se sont dégradées depuis la fin des années 1980, les Etats-Unis étant pris au piège de cette relation ambiguë. Tout au long de son ouvrage, ce professeur irano-américain à la Johns Hopkins University réfute l'idée selon laquelle l'idéologie primerait sur la *Realpolitik* en Iran, plaidant par conséquent pour que les Etats-Unis considèrent l'Iran comme un acteur rationnel aux intérêts purement pragmatiques.

### ***Terrorisme***

La question du terrorisme demeure au cœur des relations internationales et suscite toujours une abondante littérature. On distingue des approches variées, mais souvent complémentaires, dans l'analyse de ce phénomène : la prise en compte des fondements idéologiques du terrorisme islamiste, l'étude spécifique de l'histoire et de l'évolution du réseau Al Qaïda et, enfin, la lutte antiterroriste. Dans un domaine marqué par une extrême complexité et une grande opacité, ces trois perspectives, associées à la diversité des matériaux rassemblés, permettent une compréhension générale des nuances et des enjeux des nombreux conflits, mondiaux ou régionaux, qui, directement ou indirectement, mettent en œuvre la problématique terroriste.

Sur ses interactions avec la question des droits de l'homme, il convient de mentionner le numéro spécial de la revue *Relations internationales* (n° 132, aut. 2007).

#### *Le terrorisme islamiste*

- Y. BOURDILLON, *Le Terrorisme de l'apocalypse : enquête sur les idéologies de destructions massives*, Ellipses, Paris, 2007, 286 p.

Cet ouvrage, écrit par un journaliste spécialiste des questions terroristes, développe la thèse d'une mutation d'un terrorisme classique en un terrorisme apocalyptique, irrationnel et sans limite, « à la convergence de l'archaïsme idéologique et de l'avant-garde technologique ». L'auteur s'appuie sur l'étude des doctrines, des sources d'inspiration et des technologies utilisées par le terrorisme islamiste avant d'envisager les obstacles rencontrés. La question des armes de destructions massives est à ce titre révélatrice du panorama plus que pessimiste qui est brossé.

- M. A. LEVI, *On Nuclear Terrorism*, Harvard University Press, 2007, 224 p.

Voici un ouvrage de référence concernant le risque nucléaire terroriste. L'auteur met en garde, grâce à des documents uniques, contre la menace diffuse, mais néanmoins réelle, d'une arme nucléaire entre les mains d'un groupe terroriste islamiste. Il propose de surcroît un système de défense stratégique élaboré pour prévenir et détecter tout risque, reposant sur la capacité militaire, un corpus

juridique adapté, des services de renseignement efficaces, la diplomatie... Il montre enfin le danger de se focaliser sur une menace précise et enjoint les dirigeants politiques à faire preuve de prudence.

- P. MIGAUD, *L'Islamisme combattant en Asie du Sud-Est*, Lignes de Repères, Paris, 2007, 238 p.

Ce livre développe une approche originale de la question du terrorisme islamiste à travers l'analyse d'une région assez peu étudiée : l'Asie du Sud-Est (principalement le Cambodge, la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie, la Birmanie). Il montre que l'islamisme radical est devenu la principale menace pour la sécurité étant donnée la place accrue d'Al Qaïda dans les réseaux terroristes locaux. Il décrit de même les différents visages et le côté protéiforme de cette mouvance dont les chefs de file sont Al Qaïda, la Jemaah Islamiyah et le Darul Islam. Enfin, il n'oublie pas d'illustrer la capacité de nuisance djihadiste dans la perspective Asie / Pacifique.

- Y. RAUFER, *Atlas de l'Islam radical*, CNRS, Paris, 2007, 399 p.

Voici un ouvrage utile et pédagogique sur l'univers complexe de l'Islam radical et du terrorisme islamiste. Cet atlas se présente comme un recueil de faits, de chronologies et de cartes, assortis d'analyses. Il s'intéresse à un vaste choix de thème, de l'histoire du terrorisme à ses doctrines, des acteurs, groupes et réseaux à leurs soutiens financiers, en passant par les moyens d'actions, les types d'attentats... Il permet ainsi une compréhension et une vue globale d'un phénomène au premier plan des relations internationales.

### *Al Qaïda*

- A. BARI ATWAN / J. Y. LOES, *L'Histoire secrète d'Al-Qaïda*, Acropole Belfond, 2007, 461 p.

En août 1996, Ben Laden déclare « *le djihad contre les Américains qui occupent la terre des deux lieux saints* ». Trois mois plus tard, un journaliste palestinien, A. Bari Atwan, est invité à rencontrer le dirigeant d'Al Qaïda dans les montagnes d'Afghanistan. Cet ouvrage raconte sur un ton personnel cette entrevue de trois jours riche d'enseignements. Il est complété d'analyses et de témoignages originaux mettant en lumière la spécificité du réseau Al Qaïda, ses stratégies de recrutement, le fanatisme de ses membres, l'utilisation efficace des nouveaux médias et moyens de communication. Il aide ainsi, de l'intérieur, à une meilleure compréhension des schémas terroristes.

- M. GUIDERE, *Al-Qaïda à la conquête du Maghreb : le terrorisme aux portes de l'Europe*, Edition du Rocher, Paris, 2007, 279 p.

Cet ouvrage est une enquête sur la manière dont Al Qaïda s'implante au Maghreb. Il montre la face cachée de l'annonce, en septembre 2006, de l'allégeance du principal groupe armé algérien au réseau terroriste, qui a donné naissance à « *Al Qaïda au pays du Maghreb islamique* ». A travers des sources originales, l'auteur étudie comment cette organisation, à l'origine d'attentats importants en 2007, notamment au Maroc et en Algérie, est passé d'un islamisme local à un terrorisme global. Il décrit ainsi ses nouvelles stratégies et son type d'actions. D'une manière générale, cette étude cerne les enjeux en termes de paix et de sécurité en Méditerranée.

- M. GUIDERE / N. MORGAN, *Le Manuel de recrutement d'Al-Qaïda*, Seuil, Paris, 2007, 267 p.

Cet ouvrage, au contenu original, regroupe les principaux textes de propagande écrits par les dirigeants d'Al Qaïda, mis en ligne sur Internet et consultés par les candidats djihadistes. Il en ressort

une compilation de sept « épîtres » traitant de sujets généraux (l'histoire de l'Islam, l'ennemi, la mort...), mais pouvant aussi s'adresser à des lecteurs spécifiques (les femmes, les étudiants ou les martyrs...). Le tout forme un véritable manuel de recrutement et permet, grâce à l'analyse critique des auteurs, de mieux comprendre les fondements idéologiques d'Al Qaïda.

- L. WRIGHT, *La Guerre cachée : Al-Qaïda et les origines du terrorisme islamiste*, Robert Laffont, Paris, 2007, 440 p.

Ce livre, prix Pulitzer 2007, est une des enquêtes les plus approfondies jamais réalisées sur Al Qaïda. En grande partie élaboré grâce à de nombreux entretiens, il détaille l'histoire personnelle de Ben Laden, la création de « la base », l'évolution du réseau, les prises de positions idéologiques... Grâce à des documents et des témoignages tout à fait nouveaux, l'auteur livre sur un ton plus proche du roman que de l'essai une analyse presque exhaustive de l'histoire d'Al Qaïda, appelée à devenir une référence en la matière.

#### *La lutte contre le terrorisme*

- C. CAMUS, *La Guerre contre le terrorisme : dérives sécuritaires et dilemme démocratique*, Editions du Félin, Paris, 2007, 151 p.

Le choc du 11 septembre 2001 et la proclamation de « la guerre contre le terrorisme » ont posé des défis nouveaux aux démocraties occidentales en termes de conciliation entre des préoccupations sécuritaires et de respect des libertés publiques. L'ouvrage retrace ainsi la politique antiterroriste de l'administration Bush, de l'installation de pouvoirs exceptionnels à de la mise entre parenthèses du droit international (exemples de Guantanamo, Abou Ghraïb). Les contestations nées de cette politique ne sont pas non plus oubliées. L'auteur étudie également le durcissement juridique opéré par l'Union européenne et s'interroge sur le modèle français, souvent pris en exemple en matière de lutte antiterroriste.

- Michael J. GLENNON / Serge SUR (dir.), *Terrorisme et Droit International*, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden / Boston, 2007, 175 p.

Cet ouvrage présente le bilan des recherches des sections de langue française et anglaise de l'Académie de droit international de La Haye en 2006. En premier lieu, Serge Sur étudie l'évolution du droit international face au phénomène terroriste. Il s'intéresse ainsi, en dressant un panorama général, à la question de la coopération judiciaire et au rôle du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il analyse de même « *la tentation de l'unilatéralisme* » et les problématiques attachées au droit humanitaire et aux droits de l'homme. Dans le second bilan, M. J. Glennon détaille les difficultés liées à une définition juridique du terrorisme et présente le cadre théorique approprié à la lutte contre le terrorisme. Il est ainsi question des libertés individuelles (notamment du débat relatif à l'utilisation de la torture) et du rôle des Etats.

- P. CONESA, *Les Mécaniques du chaos : bushisme, prolifération et terrorisme*, Editions de l'Aube, Paris, 2007, 171 p.

Le monde d'aujourd'hui est le fruit d'un cercle vicieux créé par les trois concepts d'unilatéralisme, de terrorisme et de prolifération qui interagissent et aboutissent à la création d'« *une mécanique de l'insécurité internationale* ». Rappelant l'image d'Epictète – « *ce qui trouble les hommes, ce ne sont pas les choses, ce sont les jugements qu'ils portent sur les choses* » –, P. Conesa explique les phénomènes de

perception de la puissance et de légitimation de la violence et dégage les ressorts de la conflictualité au travers d'une étude qui remonte au début des années 1990. Il donne enfin sa vision du nouveau contexte stratégique, avec en filigrane une critique de l'administration Bush et, plus généralement, de la démocratie américaine.

- A. MARSAUD, *Face à la terreur*, Fayard, Paris, 2007, 229 p.

Dans cet entretien au ton très personnel avec Serge Raffy, Alain Marsaud, parlementaire et ancien magistrat à la tête de la section antiterroriste du parquet, met à jour les mécanismes qui ont favorisé la montée du terrorisme islamiste dans les années 1980 et 1990 et la manière dont la France a su réagir. Il dévoile aussi le monde du renseignement antiterroriste et ses conflits d'intérêts. Il révèle notamment comment les Etats-Unis ont laissé échapper Ben Laden en 1998, principalement pour une question juridique. Aujourd'hui, Alain Marsaud plaide pour la création d'une nouvelle structure à travers un conseil de sécurité ou de surveillance renouvelé.

- N. PODHORETZ, *World War IV : the Long Struggle Against Islamofascism*, Doubleday Books, 2007, 240 p.

Ecrit par un fervent et influent néo-conservateur américain, cet ouvrage controversé, qui a fait grand bruit outre-Atlantique, est une défense acharnée sur le plan idéologique de la politique étrangère sous l'administration de G. W. Bush, plus particulièrement de la « doctrine Bush » en matière de lutte contre le terrorisme (théorie du changement de régime, guerre préventive, implantation de la démocratie au Moyen-Orient). N. Podhoretz définit ainsi cette « guerre contre le terrorisme », notamment en Afghanistan et en Iraq, comme une véritable quatrième guerre mondiale – après la Guerre froide. Il critique également les partisans, de plus en plus nombreux, d'un changement de politique, comme le Parti démocrate, et même certains Républicains, dont l'influence est grandissante et qui constituent, selon l'auteur, une menace pour l'avenir de la puissance américaine.

### ***Energie : état des lieux et enjeux***

Thème d'actualité par excellence, la question énergétique brasse plusieurs problématiques intimement liées les unes aux autres. En effet, alors que les besoins énergétiques croissent toujours davantage, les ressources fossiles s'épuisent et le risque de réchauffement climatique exige un changement des modèles de développement. Voici ainsi esquissés les principaux termes du débat autour de la question énergétique et les ouvrages retenus visent à explorer chacun de ces aspects.

#### *Approches générales*

- E. BAUQUIS / P. R. BAUQUIS, *L'Energie d'aujourd'hui et de demain*, Autrement, Paris, 2007, 95 p.

Cet ouvrage synthétique propose un panorama relativement exhaustif des différents aspects de la question énergétique et constitue à ce titre un très bon outil pour comprendre les multiples enjeux de celle-ci tant au plan national qu'international. Il examine les thèmes essentiels, tels que le bouquet énergétique, le coût des énergies selon leur nature et en fonction de leur utilisation ou encore les politiques menées par les différents pays du globe en matière énergétique. Il consacre en outre un chapitre aux incidences de la consommation d'énergie sur l'environnement et propose dans ce cadre des clefs pour tenter d'améliorer la situation dans laquelle se trouve la planète.

- A. CIATTONI / Y. VEYRET *et al.*, *Géographie et géopolitique des énergies*, Hatier, Paris, 2007, 224 p.

- B. MERENNE-SHOUMAKER, *Géographie de l'énergie : acteurs, lieux et enjeux*, 2007, Belin, Paris, 271 p.

Le festival international de géographie de l'année 2007 étant consacré à l'énergie, ce thème a fait l'objet d'un certain nombre de publications. Les ouvrages choisis, conçus à l'origine comme des manuels universitaires, permettent au lecteur d'aborder la question énergétique sous l'angle de la géographie, c'est-à-dire d'adopter une approche spatiale de cette question. En effet, ils envisagent l'énergie en termes de localisation des ressources et d'organisation territoriale des marchés et permettent ainsi de mettre en exergue le phénomène de mondialisation qui touche ce secteur. Plus particulièrement, l'ouvrage de B. Merenne-Shoumaker souligne le rôle des acteurs dans l'expansion et la mutation des marchés et offre ainsi une clef de compréhension supplémentaire des enjeux actuels de la mondialisation des marchés du secteur énergétique. Quant à celui d' A. Ciattoni et Y. Veyret, il aborde de manière très complète et synthétique les différentes thématiques liant énergie et environnement (réchauffement climatique, développement durable).

- P. PAPON, *L'Énergie à l'heure des choix*, Belin (coll. Regards), Paris, 2007, 288 p.

Face au dilemme énergétique dans lequel se trouvent nos sociétés (raréfaction des ressources fossiles, augmentation des besoins et nécessaire respect de l'environnement) et constatant qu'il n'existe pas encore de solutions scientifiques et techniques viables pour répondre à long terme à tous les besoins de la planète en la matière, l'auteur évalue l'éventualité de ruptures scientifiques qui pourraient modifier la donne énergétique. Ainsi, il analyse les possibilités techniques et économiques des filières des énergies renouvelables et du nucléaire tout en montrant leurs limites. En conclusion, il propose sept mesures visant à répondre aux enjeux énergétiques et aider à faire des choix raisonnés et raisonnables.

#### *Le développement durable*

- **L. DOLIQUE, *Risques globaux et développement durable : fausses pistes et vraies solutions*, L'Harmattan, Paris, 2007, 115 p.**

Face aux risques globaux que représentent le réchauffement climatique ou la diminution des sources d'énergie fossile, nos sociétés ont été contraintes de revoir leur modèle de développement et c'est ainsi que la notion de développement durable a vu le jour. Dans cet ouvrage, l'auteur s'attache à définir précisément ce que recouvre et ce que sous-tend cette notion, véritable maître-mot du débat sur la question énergétique en matière d'environnement. Elle procède ainsi à une définition des différents risques globaux auxquels nos sociétés pourront être confrontés (réchauffement climatique, pénurie d'eau, dépendance au pétrole) et envisage ensuite quelles solutions, s'inscrivant dans une démarche de développement durable et réalisables d'un point de vue socio-économique et scientifique, peuvent être envisagées.

- R. FALKNER, *Business Power and Conflict in International Environmental Politics*, Palgrave Macmillan, Hampshire, 2007, 242 p.

Cet ouvrage s'interroge sur le rôle du monde des affaires dans la construction des politiques environnementales mondiales. A travers des études de cas, l'auteur démontre l'ambiguïté des positions des entreprises au sujet de l'environnement : elles sont parfois les initiatrices de transformations positives, comme l'a démontré la réussite du Protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone, mais elles peuvent aussi constituer les principales entraves au changement, ainsi que l'illustrent les difficultés rencontrées pour la mise en place du Protocole de Kyoto sur le

réchauffement climatique. A partir de ces exemples, l'auteur propose un cadre théorique novateur pour étudier la place du monde des affaires en tant qu'acteur international dans les questions environnementales.

- J. G. SPETH, *The Bridge at the Edge of the World, Capitalism, the Environment, and Crossing from Crisis to Sustainability*, Yale University Press, New Haven, 2008, 320 p.

Dans cet ouvrage sorti début 2008, James G. Speth, professeur de Politique environnementale à Yale University, fait un constat douloureux : si les hommes continuent de polluer à cette vitesse, même en l'absence de croissance démographique et économique – ce qui est impossible –, le monde deviendra invivable avant la fin du XXI<sup>e</sup> siècle. Or, la destruction de notre environnement s'accélère de façon exponentielle et, malgré l'activisme d'une communauté croissante d'environnementalistes, la planète est au bord de la catastrophe. L'auteur impute la faute au capitalisme moderne contre lequel il dresse un réquisitoire mordant et propose de changer d'urgence les règles du jeu économique pour atteindre enfin un développement véritablement durable.

### *Le pétrole*

- F. ARMSTRONG / K. BLUNDELL (dir.), *Energy... beyond oil*, Oxford University Press, Oxford, 2007, 240 p.

Cet ouvrage collectif a pour objectif de fournir au lecteur une vision globale des solutions de rechange au pétrole que les chercheurs du monde entier sont en train de se développer : énergies solaire, éolienne, marine, en passant par l'hydrogène et le nucléaire. Chaque chapitre présente, sans jargon technique, l'état de la recherche pour chaque type d'énergie, ainsi que l'avantage et les possibilités de son utilisation. L'ouvrage plaide pour une diversification des sources d'énergie, mais aussi pour une pratique plus efficace, en veillant à utiliser chaque énergie là où elle est la plus abondante et là où elle peut être exploitée à son potentiel maximal.

- J. GHAZVINIAN, *Untapped : the Scramble for Africa's Oil*, Harcourt, New York, 2007, 336 p.

De retour d'Afrique où il a mené ses recherches dans douze pays, John Ghazvinian livre ici une étude approfondie de l'économie pétrolière africaine. Il expose les conséquences désastreuses de la découverte de pétrole : l'immense richesse apportée par le marché de l'or noir non seulement n'a pas contribué au développement économique de ces pays, mais, au contraire, a nourri une culture de corruption et de conflit, comme au Nigeria, en Angola ou encore en Guinée équatoriale. Alors que les experts considèrent qu'il reste d'immenses réserves de pétrole non exploitées sous le continent africain, le commerce du pétrole semble replonger l'Afrique dans un système néo-colonial, peu à même de favoriser un développement économique sain.

- H. PREVOT, *Trop de pétrole ! Energie fossile et réchauffement climatique*, Seuil, Paris, 2007, 311 p.

Dans cet ouvrage, l'auteur s'interroge sur l'avenir des énergies fossiles qui, du fait de leur importante émission de carbone, participent fortement à l'effet de serre et donc au réchauffement climatique de la planète. Dans le cadre de cette réflexion, l'auteur prend le contre-pied d'un certain nombre de points de vue communément admis et adopte des positions originales. Ainsi, selon lui, il ne faut point parler de raréfaction des énergies fossiles car, en raison de leurs incidences en matière de réchauffement climatique, il faudra renoncer à exploiter plus de la moitié des ressources disponibles dans le sous-sol de notre planète.

## CHRONIQUE DES REVUES

Cette chronique s'appuie sur le corpus suivant :

*Critique internationale*  
*Foreign Affairs*  
*Géoéconomie*  
*International Organization*  
*International Security*  
*Politique étrangère*  
*Politique internationale*  
*Questions internationales*  
*Relations internationales*  
*Revue d'histoire diplomatique*  
*Revue internationale et stratégique*  
*Survival*

Pour l'ensemble de ces périodiques, l'objectif fixé est de dégager quelques thèmes majeurs, représentatifs de l'année écoulée, et de présenter brièvement une sélection d'articles qui les abordent. Des contributions tirées de revues généralistes (comme *Commentaire*) ou spécialisées (comme *Hérodote*), ainsi que de magazines (*Foreign Policy*) ont parfois été ajoutées du fait de leur intérêt pour illustrer un de ces sujets. Les publications historiques ont été examinées cette année dans le même esprit de complémentarité. Les rubriques retenues sont les suivantes : Russie ; Chine et Inde ; Iran et Iraq

### ***Russie***

En 2007, la Russie a focalisé l'attention de beaucoup d'observateurs de la scène internationale et les nombreux articles publiés dans les revues témoignent de cet intérêt. S'il faut souligner la diversité des points de vue et des analyses, ceux-là se sont organisés autour de trois thématiques : le renouveau de la puissance russe, les réactions suscitées par celle-là à l'étranger et, enfin, le bilan de Vladimir Poutine alors que s'achève son second mandat de Président.

#### *Numéros spéciaux*

- « La Russie », *Questions internationales*, n° 27, sept.-oct. 2007, pp. 4-87.

Les derniers développements économiques et politiques en Russie mettent en évidence des changements significatifs, autant sur le plan intérieur qu'extérieur. L'économie russe semble entrer dans une phase de croissance et la Russie regagne une influence très largement dégradée depuis la chute de l'Union soviétique : elle réaffirme son *leadership* dans l'espace post-soviétique et prend de plus en plus de poids dans la gestion des dossiers internationaux. Cependant, ce regain de puissance demeure encore fragile : dépendance de l'économie à l'égard des ressources énergétiques, problèmes démographiques, instabilité des structures étatiques, opposition avec les puissances occidentales majeures sur la scène internationale... En outre, la « sortie de l'empire » reste très difficile et les élites russes gardent une nostalgie de la puissance impériale, en particulier dans la Communauté des Etats

indépendants. Enfin, l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN ainsi que les problématiques énergétiques compliquent les relations entre la Russie et l'UE. La question de la place de la Russie en Europe reste donc d'actualité.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : A. DE TINGUY, « La sortie de l'Empire : le poids de l'héritage » ; A. DUBIEN, « La Russie et l'espace post-soviétique : le legs de Vladimir Poutine » ; T. GOMART, « Quelle place pour la Russie en Europe ? », Y. ZLOTOWSKI, « La singulière renaissance de l'économie russe ».

- « Un dialogue transatlantique sur la Russie », *Politique étrangère*, n° 1, print. 2007, pp. 79-135.

Les quatre articles placés dans le présent dossier ont servi de trame au séminaire organisé par l'Institut français des relations internationales (IFRI) et par le Center for Strategic and International Studies (CSIS).

Les évolutions dans la politique intérieure et étrangère russe suscitent plus que jamais de nombreux débats en Occident. La politique de la Russie doit-elle être qualifiée de « néo-impériale » ou de « post-impériale » ? De la réponse dépend (théoriquement) le choix que l'Occident pourrait adopter pour sa stratégie à son égard. Dans le premier cas de figure, la politique occidentale relèverait d'un « *néo-évidement* », dans le second cas, d'une « *politique d'intégration* ». La notion de « *trans-impérialisme* » a même été introduite afin de mieux qualifier la nouvelle stratégie russe. Celle-là exigerait en retour une « *politique d'engagement libéral* » qui consisterait à intégrer le pays en coopération avec le Kremlin et non aux termes de ce dernier.

En pratique, les stratégies diffèrent selon les pays et sont définies essentiellement par les intérêts nationaux : les Etats-Unis adoptent une attitude rigide, alors que les Allemands ne sont pas prêts à remettre en cause leurs bonnes relations avec les Russes, dont ils dépendent au niveau énergétique ; pour les Français, la Russie reste un partenaire majeur dans la construction d'un monde multipolaire. Les Russes eux-mêmes affirment que leurs relations avec l'Union européenne et les Etats-Unis sont tout d'abord conditionnées par leurs relations économiques avec ceux-là, les intérêts économiques primant sur les considérations idéologiques.

Le dossier contient les articles suivants : C. A. WALLANDER, « La Russie face à la mondialisation : la voie du trans-impérialisme » ; D. TRENIN, « Le *business* russe entre l'Europe et l'Amérique » ; A. RAHR, « Russie-Allemagne : la relation spéciale et la présidence de l'Union européenne » ; T. GOMART, « La politique russe de la France : fin de cycle ? ».

- « La Russie et l'Europe », *Géoéconomie*, n° 43, aut. 2007, pp. 9-112.

L'échec du sommet UE-Russie de Samara en mai 2007 a confirmé le refroidissement entre Russes et Européens du fait du décalage entre les préoccupations sécuritaires des premiers et les inquiétudes des seconds face au recul de l'Etat de droit et des libertés en Russie. Cette relation est encore compliquée par la solidarité que l'Union européenne dans son ensemble est forcée d'afficher avec les positions des pays d'Europe centrale et orientale qui continuent de percevoir la Russie comme une menace. De son côté, Moscou voit l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN comme une manœuvre d'isolement et d'encerclement sur la scène européenne. Ces tensions et désaccords persistants ont des retombées négatives sur la coopération dans les domaines énergétique et spatial.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : J.-D. GIULIANI, « Union européenne-Russie : je t'aime moi non plus » ; S. YASTRZHEMBSZKY, « La Russie et l'Europe : enjeux et perspectives » ; M. ENTIN, « Relations entre la Russie et l'Union européenne : hier, aujourd'hui et demain » ; C. BAYOU, « Les nouveaux Etats membres : facilitateurs ou entraves à la relation UE-Russie ? » ; I. FACON, I. SOURBES-BERGER, « La coopération spatiale Russie-Europe, une entreprise inachevée ».

### ***Le renouveau de la puissance russe***

- O. ANTONENKO, « Russia and the deadlock over Kosovo », *Survival*, vol. XLIX, n° 3, aut. 2007, pp. 91-106.

La Russie et la communauté transatlantique s'opposent sur la question de l'indépendance du Kosovo. Alors qu'Européens et Américains jugent impossible son maintien au sein de la Serbie, les Russes craignent le précédent que créerait son indépendance. Face à l'attitude intransigeante de Moscou, fondée sur des considérations internes, régionales et mondiales, l'Europe doit réussir à prouver que l'indépendance du Kosovo serait porteuse de stabilité et non d'incertitude et de chaos. Selon cette spécialiste de la Russie et de l'Eurasie, une réussite de l'UE au Kosovo permettrait d'exorciser une fois pour toutes la source de tensions entre Russes et Occidentaux constituée par les Balkans.

- A. GUILLEMOLES, « Gazprom, un géant au service du Kremlin », *Politique internationale*, n° 116, été 2007, pp. 289-303.

Le choc constitué par la coupure de la fourniture de gaz à l'Ukraine le 1<sup>er</sup> janvier 2006 a fait prendre conscience à beaucoup de la puissance du géant gazier Gazprom. Les questions récurrentes sur la fiabilité de l'entreprise contrôlée majoritairement par l'Etat russe, dans un contexte de réorganisation du marché de l'énergie au sein de l'UE, font naître des inquiétudes et rendent indispensable la compréhension de la stratégie de Gazprom. L'entreprise, qui ambitionne de devenir la première compagnie énergétique mondiale, constitue un outil indispensable pour les efforts de réaffirmation de la Russie.

- V. GELMAN, « Le retour du Léviathan : la politique de recentralisation en Russie depuis 2000 », *Critique internationale*, n° 36, juil.-sept. 2007, pp. 103-126.

Le processus de recentralisation amorcée en Russie sous la présidence de Vladimir Poutine est une réaction à la politique de régionalisation engagée dans les années 1990. En effet, l'affaiblissement du centre consécutif à la triple transition (démocratisation, création d'une économie de marché, adoption de nouvelles frontières) a permis le transfert des principaux leviers de pouvoirs vers les régions. Depuis 1998, le contrôle de l'Etat fédéral tend à se substituer à l'autonomie régionale et locale en raison du « *consensus imposé* » par le Kremlin et ses relais politiques et économiques.

- A. IONINE, « Une heure stratégique pour le spatial russe », *Politique étrangère*, n° 2, été 2007, pp. 267-279.

Le secteur spatial en Russie, longtemps négligé, mobilise à nouveau l'attention des autorités russes. Perçu comme moyen de renouveau de la puissance et placé au cœur de la sécurité nationale, sa relance bénéficie actuellement du soutien de la société et des forces politiques. Toutefois, les réformes

qui ont été engagées ainsi que l'augmentation significative du financement de l'industrie spatiale n'ont pas apporté les résultats attendus : le secteur reste peu efficace économiquement et non compétitif.

- M. LARUELLE, « Asie centrale : le retour de la Russie », *Politique internationale*, n° 115, print. 2007, pp. 377-391.

Ambitieuse de retrouver son statut de grande puissance, la Russie cherche à conforter sa présence dans les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale. Le renouveau d'intérêt russe pour la région date de l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir. Il se manifeste par un soutien aux régimes en place, même les plus dictatoriaux, par une réorganisation régionale prenant la forme de nouveaux partenariats militaires et économiques et par une mainmise des entreprises russes sur les ressources naturelles centre-asiatiques. Après plusieurs années de rapprochement avec les Etats-Unis, la région semble ainsi retourner dans le giron russe.

#### *Perceptions étrangères*

- A. GAT, « The return of authoritarian great powers », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 4, juil.-août 2007, pp. 59-69.

Beaucoup ont cru que la fin de la Guerre froide serait une « fin de l'histoire », un triomphe du modèle de la démocratie libérale incarné, entre autres, par les Etats-Unis. Pourtant, l'histoire récente montre que la Chine ou la Russie, deux régimes politiques non démocratiques, ont une croissance économique remarquable. Cette conjugaison possible entre production de richesses et autoritarisme pourrait remettre en cause la démocratie libérale comme modèle dominant et recherché.

- D. K. SIMES, « Losing Russia », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 6, nov.-déc. 2007, pp. 36-52.

Depuis la chute du Mur de Berlin, la Russie ne s'est jamais comportée comme un ennemi du monde occidental. Pourtant, il est possible qu'elle rejoigne le rang des adversaires des Etats-Unis, c'est pourquoi l'auteur considère que l'Amérique doit cesser d'adopter des politiques vexatoires à son endroit. Les deux puissances mondiales ont besoin l'un de l'autre et ne peuvent se permettre une nouvelle confrontation.

- Y. TYMOSHENKO, « Containing Russia », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 3, mai-juin 2007, pp. 69-82.

Acteur majeur de la Révolution orange et de la scène politique ukrainienne, Yulia Tymoshenko affirme que les prétentions extérieures de la Russie n'ont pas disparu avec la fin de la Guerre froide. L'arrivée de Poutine a relancé l'appétit de la Russie pour le contrôle de son voisinage immédiat, notamment de l'Ukraine. La croissance économique russe est allée de pair avec un raidissement du régime à l'intérieur comme à l'extérieur. C'est pourquoi l'auteur considère que l'Europe et les Etats-Unis doivent se montrer fermes et appuyer les forces démocratiques qui résistent au sein de la Russie.

#### *Poutine en question*

- M. JEGO, « Russie : les hommes du Président », *Politique internationale*, n° 115, print. 2007, pp. 243-261.

Depuis son arrivée au Kremlin, Vladimir Poutine s'est attaché à défaire le pouvoir des oligarques, cette caste apparue sous Eltsine et qui s'était accaparé les rênes de l'économie. Cependant, cette oligarchie déchue a fait place à une nouvelle caste de dirigeants, les *siloviki* ou « hommes en uniforme », pour la plupart issus du KGB et du FSB. Au sein de cette militarocratie désormais bien installée, les luttes se font jour alors que se prépare la succession de Poutine.

- J. SAPIR, « Le vrai bilan de Vladimir Poutine », *Politique internationale*, n° 115, print. 2007, pp. 323-342.

Allant à contre-courant de la plupart des analyses rédigées sur le bilan de Vladimir Poutine, Jacques Sapir estime que l'homme fort du Kremlin n'a pas à rougir à l'achèvement de son second mandat de Président. Alors que la Russie était au bord de l'effondrement à son arrivée au pouvoir comme Premier ministre en 1999, il a contribué à relever son pays. Redressement économique, reconstruction de l'Etat, ce sont là les deux objectifs que Poutine s'était fixés et qu'il a poursuivis par une politique résolument dirigiste.

### ***Chine et Inde***

Les deux géants asiatiques ont, au vu de leur croissance économique, de leurs prétentions sur leur voisinage immédiat et de leurs relations avec les grandes puissances, naturellement suscité l'attention soutenue des observateurs. Ces derniers se sont d'abord attardés sur la spécificité interne de chacune des deux puissances émergentes avant de s'intéresser aux défis extérieurs et plus spécifiquement aux questions énergétiques.

#### *Numéros spéciaux*

- « Chine, nouveaux enjeux géopolitiques », *Hérodote*, n° 125, 2<sup>e</sup> trim. 2007, pp. 3-184.

Ce numéro d'*Hérodote* est consacré à l'émergence de la Chine, et aux enjeux géopolitiques nouveaux qu'elle fait naître.

La Chine est de plus en plus considérée comme une future très grande puissance, actuellement en plein éveil. Son accession à l'OMC et l'ouverture progressive de son marché aux biens et surtout aux investissements étrangers, sa politique étrangère parfois ambiguë et, au plan interne, la redéfinition du Parti communiste en parti national sont autant d'éléments qui suscitent tour à tour l'intérêt et l'appréhension des observateurs extérieurs. Ce numéro spécial permet d'aborder plusieurs questions cruciales pour mieux comprendre ce pays : évaluation de sa politique étrangère et de ses conséquences pour les Occidentaux, place de l'Himalaya dans la politique régionale de la Chine, insertion économique régionale de la Chine en Asie ou encore analyse de la diplomatie énergétique de Pékin.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : J. -P. CABESTAN, « La politique étrangère chinoise : une Chine sans ennemis n'est pas forcément une Chine rassurante » ; T. MATHOU, « L'Himalaya, 'nouvelle frontière' de la Chine » ; F. LEMOINE, « La montée en puissance de la Chine et l'intégration économique en Asie » ; M. MEIDAN, « La Chine à la conquête des marchés énergétiques mondiaux ».

- « Inde et Israël », *Géoéconomie*, n° 41, print. 2007, pp. 9-132.

Durant la Guerre froide, l'Inde et Israël ont entretenu des relations tendues, souvent teintées d'hostilité. Ces relations se sont réchauffées depuis, comme en témoignent l'intensification de la coopération militaire entre les deux pays et un rapprochement diplomatique certain. La coopération militaire s'articule autour de la concordance entre la volonté indienne de moderniser son appareil militaire afin de rééquilibrer le rapport de force avec ses rivaux chinois et pakistanais et d'assouvir ses ambitions navales dans l'océan Indien et, du côté israélien, la recherche de nouveaux marchés par l'industrie de défense. Le rapprochement diplomatique est guidé par la reconnaissance comme ennemi commun du terrorisme islamique qui sévit autant en Israël qu'au Cachemire. Ce partenariat non assumé sous parrainage américain bute cependant sur les contradictions de la politique étrangère indienne que sont le soutien historique à la cause palestinienne et les relations particulières que New Delhi entretient avec les pays musulmans dont l'Égypte et l'Iran.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : S. LEVY, « Inde-Israël : le nouveau partenariat stratégique » ; C. A. PAILLARD, « Les coopérations technologiques et d'armement entre l'Inde et Israël : opportunité conjoncturelle ou alliance stratégique à long terme ? » ; I. SAINT-MEZARD, « Le rapprochement stratégique indo-israélien : dimensions navales et implications pour l'océan Indien » ; G. BOQUERAT, « Les réponses du monde musulman au rapprochement indo-israélien ».

#### *Questions intérieures*

- J.-L. DOMENACH, « Les vrais maîtres de la Chine », *Politique internationale*, n° 114, hiv. 2007, pp. 357-367.

Dans cet entretien, Jean-Luc Domenach se penche sur les arcanes du pouvoir chinois et décrypte son fonctionnement. Selon ce spécialiste, la Chine n'est plus un pays totalitaire, mais un régime « autoritaire aléatoire ». Si le Parti communiste conserve un contrôle absolu sur le pouvoir politique, la violence et la représentation internationale, il a perdu la mainmise sur l'organisation économique et l'idéologie. Une importante lutte d'influence se déroule actuellement entre le centre et les pouvoirs décentralisés, dominés par des « barons » locaux qui remettent souvent en cause les décisions de Pékin ou refusent de les appliquer.

- B. GILL / M. KLEIBER, « China's space idyssey », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 3, mai-juin 2007, pp. 2-6.

Provocation agressive ou signal plaidant pour la prohibition des armes dans l'espace, les analyses divergent au sujet des visées de la Chine quand celle-là a décidé de lancer un missile contre un de ses satellites. L'aspect le plus troublant de cet événement se situe toutefois dans l'apparente confusion qui règne au sommet de la bureaucratie chinoise : chaque branche du pouvoir chinois ne juge apparemment pas nécessaire d'informer l'autre de ses intentions. En l'espèce, il semble que la décision ait été prise par les militaires sans que les politiques ne soient avertis.

- D. L. LAMPTON, « The faces of Chinese power », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 1, janv.-fév. 2007, pp. 115-127.

Pour l'auteur, les Etats-Unis ne doivent pas se tromper dans leur appréciation de la puissance chinoise et surévaluer le volet militaire et agressif de celle-là. La puissance américaine aurait tendance à sous-estimer les capacités de la Chine dans le domaine intellectuel, diplomatique, culturel... La puissance symbolique de l'Empire du milieu ne doit pas être ignorée par l'Amérique si elle ne veut pas s'engager dans une politique sans prise avec la réalité.

- A. VARSHNEY, « India's democratic challenge », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 2, mars-avr. 2007, pp. 93-106.

L'économie indienne est aujourd'hui florissante, mais la redistribution des richesses est discutée. Or, la rencontre de l'Inde avec l'économie de marché et la démocratie est assez singulière. Les Indiens ont ainsi adopté le suffrage universel bien avant que l'industrialisation de l'économie ne commence et les pauvres ont tendance à voter bien davantage que les riches. Ainsi, la postérité de la croissance économique indienne dépend de l'équilibre qui sera trouvé entre l'obligation politique d'écouter le ressentiment des masses et la nécessité économique de préserver la liberté d'entreprendre.

#### *Politiques étrangères*

- R. N. BURNS, « America's strategic opportunity with India », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 6, nov.-déc. 2007, pp. 131-144.

Pour Nicolas Burns, secrétaire d'Etat adjoint chargé des Affaires politiques et numéro 3 du Département d'Etat des Etats-Unis, le rapprochement entre les Etats-Unis et l'Inde est clairement bénéfique à ces deux puissances. Il n'est pas si fréquent que l'Amérique partage autant de valeurs et d'intérêts avec une puissance émergente. Si les deux parties doivent encore apprendre à travailler mieux ensemble en ce qui concerne la prolifération nucléaire, la lutte contre le terrorisme ou le trafic de drogue, les efforts entrepris de chaque côté – visant notamment à stabiliser la région – sont riches de promesses pour l'avenir.

- V. D. CHA, « Winning Asia », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 6, nov.-déc. 2007, pp. 98-113.

Contredisant une opinion répandue, l'auteur démontre que les Etats-Unis ne perdent pas pied en Asie, mais que l'administration Bush y a remporté une victoire certaine. La zone toute entière paraît plus prospère et sécurisée qu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. L'Amérique a notamment réussi à améliorer ses relations avec la Chine, à renforcer sa coopération avec le Japon et à réguler progressivement la menace nord-coréenne.

- T. KELLNER, « La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale », *Revue internationale et stratégique*, n° 64, hiv. 2006-2007, pp. 143-154.

Profitant d'une perte d'influence des Etats-Unis en Asie centrale et devant l'importance croissante que prend la région, notamment en matière d'approvisionnement énergétique, la Chine y a entrepris une politique active de séduction. Fonctionnant d'abord sur le principe d'accords bilatéraux, la Chine a également profité du développement des mécanismes de l'Organisation de coopération de Shanghai pour véhiculer ses intérêts au niveau multilatéral. Cette méthode lui a permis d'aborder aussi bien des aspects énergétiques que sécuritaires, économiques ou politiques.

- F. LAFARGUE, « L'Inde, nouvel acteur en Amérique Latine. Fondements et objectifs d'une stratégie », *Géoeconomie*, n° 41, print. 2007, pp. 135-148

L'Inde s'investit de plus en plus en Amérique latine, en continuité idéologique avec l'esprit de Bandung qui trouve un certain écho chez les nombreux gouvernements de gauche de la région. Cet engagement de New Delhi est autant guidé par les intérêts commerciaux que par la quête de soutien à sa demande d'un siège permanent au Conseil de sécurité. L'Inde doit néanmoins faire face à la

compétition de la Chine et à l'éventuel mécontentement de son nouveau partenaire stratégique américain.

- Z. RUOLIN, « La Chine et sa nouvelle stratégie globale », *Revue internationale et stratégique*, n° 67, aut. 2007, pp. 143-149.

La Chine, influencée par son histoire, a longtemps pratiqué une politique de non-ingérence dans les affaires des Etats tiers, politique qui s'accompagnait d'une « *diplomatie de réaction* » lui interdisant presque toute stratégie globale. L'auteur, journaliste chinois, nous montre que sa dépendance croissante aux sources d'énergie extérieures, alliée à une certaine moralisation des relations internationale, ont pourtant conduit la Chine à s'écarter de ces principes et à envisager une vision globale des objectifs de sa diplomatie, laquelle se fonde sur la vision d'un monde pacifié, sans ennemi *a priori*, selon le principe confucéen de « monde harmonieux ».

- I. SAINT-MEZARD, « Jiang Zemin et Hu Jintao en Inde : une décennie de relations sino-indiennes (1996-2006) », *Critique internationale*, n° 36, juil.-sept. 2007, pp. 135-146.

La visite du président Hu Jintao en novembre 2006 témoigne de la volonté des deux géants asiatiques de construire une nouvelle relation, fondée sur un partenariat économique et la coopération nucléaire. Ces points de convergence ne doivent pas masquer la persistance des tensions entre Pékin et New Delhi autour de la lutte pour le *leadership* régional, sur le plan nucléaire notamment.

- A. J. TELLIS, « China's military space strategy », *Survival*, vol. XLIX, n° 3, aut. 2007, pp. 41-72.

Cet article se penche sur la stratégie militaire spatiale de la Chine et ses implications pour les Etats-Unis. Selon ce spécialiste de l'Asie, ancien conseiller à la Maison-Blanche, les Chinois, conscients du fossé qui les sépare des Américains sur le plan des capacités conventionnelles, ont opté pour une stratégie militaire asymétrique. Pour ce faire, ils se concentrent sur le talon d'Achille supposé des forces américaines : leurs capacités spatiales. Pékin va donc continuer à investir dans des technologies « anti-spatiales » et refusera tout accord international sur l'espace qui limiterait sa seule possibilité de rivaliser militairement avec Washington. Les Etats-Unis feraient bien de prendre conscience de cette menace.

### *Questions énergétiques*

- H. L'HUILLIER, « Les Chinois à la conquête des hydrocarbures de la planète. Esquisse d'une approche intégrée », *Revue internationale et stratégique*, n° 65, print. 2007, pp. 37-49.

Face à sa dépendance croissante vis-à-vis de sources d'énergies extérieures, la Chine a adopté une stratégie globale visant à la fois à sécuriser ses approvisionnements en multipliant leurs sources et à garantir des prix bas pouvant soutenir sa croissance. Cette stratégie s'opère sur le plan politique, en particulier dans les zones de vide laissées par les Occidentaux, mais aussi sur les plans économique et sécuritaire, et s'exprime par des modes opératoires également diversifiés.

- T. V. PAUL / M. SHANKAR, « Why the US-India nuclear accord is a good deal », *Survival*, vol. XLIX, n° 4, hiv. 2007-2008, pp. 111-122.

Si l'accord nucléaire conclu en mars 2006 par l'Inde et les Etats-Unis a pu être critiqué comme une source d'affaiblissement du régime de non-prolifération, les auteurs soutiennent au contraire ici

qu'il est positif car il permet une meilleure intégration stratégique, politique, économique et technologique de l'Inde à la communauté internationale. Les actions potentielles d'une Inde marginalisée sont à leurs yeux autrement plus inquiétantes ; dans cette perspective, l'ordre international et le régime de non-prolifération sortent renforcés d'un accord qui a démontré leur flexibilité.

- F. LAFARGUE, « Chine et Inde : des stratégies offensives », *Questions internationales*, n° 24, mars-avr. 2007, pp. 81-88.

Depuis les dix dernières années, pour faire face à l'augmentation significative de leur consommation en hydrocarbures, la Chine et l'Inde se sont lancées dans une politique de diversification de leurs approvisionnements. Au-delà de leurs fournisseurs traditionnels – l'Asie centrale, la Russie et le Moyen-Orient –, de nouveaux fournisseurs comme l'Afrique et l'Amérique latine sont de plus en plus courtisés. Cependant, cette nouvelle diplomatie pétrolière apparaît comme un facteur de déstabilisation politique et financière et est très mal perçue par les Etats-Unis, qui y voient une source d'influence concurrente.

### ***Iran et Iraq***

L'Iran et l'Iraq, au cœur de l'actualité du Moyen-Orient en 2007, ont chacun bénéficié d'un grand nombre d'analyses. Toutefois, si la situation iraquienne a surtout provoqué des commentaires sur les difficultés rencontrées par les Etats-Unis à reconstruire un Etat viable, le problème iranien a été évoqué de manière plus large, dans une optique de stabilité régionale, et a fréquemment opposé les adeptes d'une politique de conciliation et les partisans d'une politique de confrontation dans les rapports que la « communauté internationale » doit entretenir avec la République islamique.

### *Numéros spéciaux*

- « L'Irak : violences et incertitudes », *Critique internationale*, n° 34, janv.-mars 2007, pp. 9-88.

Ce dossier analyse les dynamiques internes et externes de la violence en Iraq depuis l'intervention américaine en 2004. Les auteurs estiment notamment que la coalition conduite par les Etats-Unis et leurs alliés n'a pu combler ni le vide laissé par l'effondrement du régime de Saddam Hussein qui s'était construit contre toutes les institutions, ni le délitement de la société. Ce sont les clivages communautaires qui s'affirment avec force et tiennent lieu de lien social. Ces violences inter-communautaires sont renforcées par l'installation, sur le territoire iraquien, de nombreuses milices islamistes, dont les actions sont à l'origine du glissement de l'opposition à l'occupant américain vers une querelle religieuse sans débouché politique autre que la marginalisation des Sunnites et la persistance de la violence. Les auteurs s'interrogent notamment sur la relation entre le conflit iraquien et les problèmes en Syrie et au Liban. Ils évoquent l'hypothèse d'une configuration conflictuelle régionale, dans laquelle un « croissant chiite » sous le parrainage de Téhéran serait un facteur de déstabilisation au Liban et en Israël.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : P. HARLING, « Les dynamiques du conflit irakien » ; M. GUIDERE, « L'Irak ou la terre promise des jihadistes » ; R. LEENDERS, « Au-delà du 'Pays des deux fleuves' : une configuration conflictuelle régionale ? ».

- « Qui a gagné en Irak ? », *Foreign Policy*, édition française, n° 4, avr.-mai 2007, pp. 26-57.

Ce dossier spécial consacré au conflit iraquien propose, quatre ans après l'intervention américaine, un état des lieux général de la situation. En s'appuyant sur de nombreuses illustrations et cartographies, le dossier présente d'abord un retour sur l'histoire mouvementée de la construction du pays, en insistant sur l'origine lointaine des tensions actuelles. S'agissant des difficultés immédiates, ce numéro de *Foreign Policy* (l'un des premiers dans sa version française) analyse la guerre confessionnelle opposant les Chiïtes et les Sunnites. Le dossier revient également sur la réelle marge de manœuvre de l'administration Bush dans la région, alors que les élections américaines approchent et que les coûts du conflit paraissent exorbitants. Surtout, le dossier prétend avoir identifié les dix « vrais gagnants de la guerre », qu'il s'agisse d'Etats, d'organisations, de particuliers ou de données économiques.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : F. ROCHE, « Quelle stratégie pour la Maison Blanche ? » ; P.-J. LUIZARD, « Chiïtes contre Sunnites : l'autre guerre ».

- « Proche-Orient, géopolitique de la crise », *Hérodote*, n° 124, 1<sup>er</sup> trim. 2007, pp. 3-171.

Ce numéro spécial de la revue *Hérodote* est consacré aux conséquences de la guerre de l'été 2006 au Liban sur un Proche-Orient déjà déstabilisé par le conflit iraquien.

Les affrontements de juillet-août 2006 au Liban ont marqué un changement géopolitique important au Proche-Orient. Les difficultés de l'armée israélienne, forcée à un engagement au sol mal préparé pour affronter le Hezbollah, après que son aviation se fut révélée incapable de faire cesser les tirs de roquettes, ont montré les limites de la stratégie militaire du pays. Le conflit a également mis au jour le rôle croissant joué par la République islamique d'Iran dans la région. Le vide laissé par l'Iraq, qui faisait contrepoids aux ambitions régionales de Téhéran, semble de plus en plus visible. Ce numéro d'*Hérodote* permet de dresser un tableau des nouveaux équilibres régionaux au Proche-Orient, en se penchant aussi bien sur les conséquences du conflit libanais que sur la stratégie israélienne ou la place et le rôle des chiïtes.

Les articles suivants retiennent particulièrement l'attention : T. ARAR, « L'effet Nasrallah : les conséquences de la guerre iraélo-libanaise au Proche-Orient » ; E. NAVON, « Israël a-t-il un projet géopolitique ? » ; W. LEDAY, « Equilibres militaires et stratégiques au Moyen-Orient » ; F. THUAL, « Le croissant chiïte : slogan, mythe ou réalité ? » ; P.-J. LUIZARD, « La communauté chiïte, première victime de l'implosion de la société irakienne » ; B. ADLIG, « Le Kurdistan irakien ».

- « Iran », *Questions internationales*, n° 25, mai-juin 2007, pp. 4-83.

Ce dossier aborde les problèmes que l'Iran pose actuellement à la société internationale comme à ses voisins et les risques que sa politique comporte pour la paix et la sécurité, tant globale que régionale : les menaces à l'égard de l'Israël, la question de nucléaire, le soutien à certaines groupes armés en Iraq... Une attention particulière est accordée à l'analyse de l'Iran contemporain sous ses divers visages, aussi bien historiques, politiques, religieux, sociaux, économiques, que stratégiques ou diplomatiques.

Le dossier contient les articles suivants : Y. RICHARD, « De la monarchie à la révolution islamique » ; A. KIAN-THIEBAUT, « Menace ou modèle pour le monde musulman ? » ; M.-R. DJALILI, « L'Iran sur la scène internationale » ; G. LE GUELTE, « Le défi nucléaire » ; T. COVILLE « Une économie en crise » ; F. ADELKHAH, « Une société en pleine transformation ».

*Equilibres régionaux*

- T. G. CARPENTER / M. INNOCENT, « The Iraq war and Iranian power », *Survival*, vol. XLIX, n° 4, hiv. 2007-2008, pp. 67-82.

Le conflit iraquien – en neutralisant ce pays – a fait évoluer l'équilibre des puissances dans le golfe persique en faveur de l'Iran. Téhéran, qui disposait d'atouts importants sur les plans démographique, militaire et stratégique, est désormais en position de force dans la région. Les Etats-Unis doivent trouver le moyen de composer avec cette nouvelle donne. Selon les auteurs, la meilleure option pour Washington est de reconnaître la position de puissance dominante de l'Iran, tout en fournissant une aide militaire suffisante aux Etats arabes voisins pour promouvoir un nouvel équilibre régional.

- J.-P. FILIU, « Al-Qaïda : la bataille du Jihadistan », *Politique internationale*, n° 116, été 2007, pp. 65-80.

Dans cet article, Jean-Pierre Filiu, diplomate spécialiste du Moyen-Orient, retrace l'évolution d'Al Qaïda depuis 2001. Très affaiblie par la perte de son sanctuaire en Afghanistan et par la répression des réseaux djihadistes en Arabie saoudite, l'organisation s'est trouvée sans base territoriale. Al Qaïda est revenue sur le devant de la scène en s'impliquant massivement dans le conflit iraquien. En proclamant une République islamique d'Iraq, l'organisation montre sa volonté d'établir un « *Jihadistan* » qui pourrait s'étendre dans certaines des provinces contrôlées par l'insurrection sunnite. Cette stratégie s'accompagne de l'utilisation d'une base virtuelle, *via* Internet et le « *cyberjihad* ».

- D. D. KAYE / F. M. WEHREY, « A nuclear Iran : the reactions of neighbours », *Survival*, vol. XLIX, n° 2, été 2007, pp. 111-128.

Cet article analyse les réactions potentielles des voisins de l'Iran si Téhéran venait à maîtriser l'arme nucléaire. Si on peut prévoir des réactions variables et plus ou moins hostiles d'un cas à l'autre, la plupart des Etats voisins ne perçoivent pas un Iran nucléaire comme étant en soi la menace la plus dangereuse. Ils craignent plutôt les effets secondaires potentiels d'une nucléarisation de l'Iran, tels des frappes préventives américaines ou israéliennes, une course aux armes régionale ou un accident nucléaire. Face à cette situation, les Occidentaux devraient, selon les auteurs, chercher à promouvoir un nouveau système de sécurité régional incluant progressivement toutes les puissances de la région, Israël compris.

- E. LAIPSON, « Prospects for Middle East security-sector reform », *Survival*, vol. XLIX, n° 2, été 2007, pp. 99-110.

La communauté internationale est déjà impliquée dans plusieurs pays affaiblis du Moyen-Orient pour renforcer les moyens des services de sécurité locaux. Toutefois, la plupart des autres puissances de la région font face au problème inverse : des services de sécurité très développés, qui freinent souvent le changement social et politique, dans des Etats relativement jeunes. Le thème de la réforme du secteur de la sécurité, qui recouvre la justice, la formation, le recrutement, l'entraînement et les méthodes de la police, ainsi que les autres services concernés, apparaît crucial pour promouvoir une plus grande stabilité régionale.

- B. RIEDEL, « The return of the knights : al-Qaeda and the fruits of Middle East disorder », *Survival*, vol. XLIX, n° 3, aut. 2007, pp. 107-120.

L'auteur, ancien haut fonctionnaire à la Maison-Blanche et à la CIA, note que, six ans après les attentats du 11 septembre 2001, le réseau Al Qaïda, loin d'être moribond, s'est installé dans tout le

« grand Moyen-Orient », avec des branches au Maghreb comme en Indonésie. Il a survécu à la guerre qui lui a été menée en Afghanistan, dispose d'un sanctuaire au Pakistan et cherche à s'introduire en Europe et aux Etats-Unis par le biais de la communauté musulmane d'Europe occidentale. Il apparaît donc impératif de comprendre la stratégie et l'idéologie d'Al Qaïda pour le combattre.

### *L'échec iraquien*

- M. BENRAAD, « L'Irak dans l'abîme de la guerre civile », *Politique étrangère*, n° 1, print. 2007, pp. 13-26.

L'attentat contre le mausolée des imams Ali Al-Hadi et Hassan Al-Askari de Samara cristallise les clivages religieux existant dans la société iraquienne entre Chiïtes et Sunnites. La conséquence de ce processus de « confessionnalisation » est une violence accrue contre les civils, qui résulte du glissement de l'action des groupes armés, de la lutte contre l'occupant américain à l'affrontement interconfessionnel. La partition religieuse est accentuée par la migration forcée de la population et aggravée par l'incapacité des autorités à rétablir l'ordre. L'éclatement du pays devient ainsi de plus en plus probable, avec des conséquences graves sur les équilibres entre sunnites et chiïtes dans l'ensemble de la région.

- A. DE HOOP SCHEFFER, « L'Iraq et la communauté internationale face au défi de construire l'Etat », *Revue internationale et stratégique*, n° 64, hiv. 2006-2007, pp. 7-18.

La reconstruction de l'Etat en Iraq est un problème central. La difficulté de cette reconstruction, si elle peut partiellement être imputée au manque de préparation des Américains, est également le fait de complexités inhérentes à la région et à un paysage politique et sécuritaire complexe. Les organisations internationales s'imposent alors comme médiatrices entre une puissance américaine perçue comme une force occupante et un Iraq dont le nouvel Etat peine à se présenter comme dépositaire du monopole de la violence légitime.

- J. DOBBINS, « Who lost Iraq ? », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 5, sept-oct. 2007, pp. 61-74.

Selon l'auteur, qui a travaillé au Département d'Etat américain sous les administrations Clinton et Bush, les Etats-Unis ont tendance, au sortir d'un conflit international, à tirer des leçons pour l'avenir souvent caricaturales. Celles-là aboutissent parfois à des politiques extérieures regrettables (l'isolationnisme à la suite de la Première Guerre mondiale par exemple). S'agissant de l'Iraq, plutôt que rechercher une victime expiatoire parmi leurs responsables politiques, leurs institutions démocratiques ou leurs stratégies privilégiées, les Américains devraient accepter que c'est la nation toute entière qui porte, à un degré ou à un autre, la responsabilité de la défaite sur le terrain.

- J. D. FEARON, « Iraq's civil war », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 2, mars-avr. 2007, pp. 2-15.

Même si le gouvernement américain répugne à le reconnaître, la guerre civile fait rage en Iraq. Or, l'histoire nous enseigne que la régulation de ce type de conflit est impossible dans un laps de temps très court. Surtout, la marge de manœuvre de toute puissance extérieure est extrêmement limitée. En toute hypothèse, espérer que les Etats-Unis puissent rapidement quitter un pays stabilisé et démocratiquement installé n'est guère réaliste.

- C. J. FETTWEIS, « On the consequences of failure in Iraq », *Survival*, vol. XLIX, n° 4, hiv. 2007-2008, pp. 83-98.

Dans cet article, l'auteur, spécialiste des questions de sécurité, s'attache à contredire les prédictions les plus alarmistes sur les conséquences d'un éventuel retrait américain d'Iraq. Alors que le discours dominant présente ce dernier comme un prélude au chaos, avec des risques importants de guerre ouverte entre Sunnites et Chiïtes, de résurgence d'Al Qaïda et de catastrophe humanitaire, ces hypothèses pessimistes doivent selon lui être écartées.

- S. FUMAROLI, « Le parti démocrate dans le piège irakien », *Politique internationale*, n° 116, été 2007, pp. 21-32

L'article se concentre sur les conséquences de la situation iraquienne sur le jeu politique interne aux Etats-Unis. Selon l'auteur, la victoire électorale des Démocrates, qui ont conquis le Congrès en novembre 2006, s'est révélée illusoire : à peine six mois après leur succès, ils se sont en effet vus contraints d'accorder les crédits supplémentaires réclamés par le Président pour continuer sa politique en Iraq. Ils sont donc jugés aussi incapables de reconnaître la défaite en Iraq et d'accepter ses conséquences que les Républicains.

- M. GUIDERE, « La clef irakienne », *Politique internationale*, n° 117, aut. 2007, pp. 353-369.

En analysant les différentes composantes de l'insurrection iraquienne et leurs revendications, Mathieu Guidère note que la rébellion est tout à la fois arabe, sunnite, islamiste et nationaliste. Cette observation lui permet de remettre en cause la vision simpliste d'un pays divisé entre Sunnites, Chiïtes et Kurdes. Il serait dès lors possible d'imaginer une sortie de crise en laissant les éléments modérés de l'insurrection prendre le pouvoir. Pour l'auteur, un des dénominateurs communs aux composantes de l'insurrection est en effet la volonté du maintien de l'unité territoriale de l'Iraq.

- A. ROBERTS, « La guerre que les Américains méritent », *Foreign Policy*, édition française, n° 7, nov.-déc. 2007, pp. 63-67.

Ni l'idéologie néo-conservatrice, ni George W. Bush, ni le Pentagone ne doivent porter la responsabilité exclusive de la situation actuelle en Iraq : selon l'auteur, il faut avant tout dénoncer le paradoxe dans lequel s'est enfermé le peuple américain dans son ensemble. La philosophie néolibérale, qui transcende les clivages politiques et parie notamment sur les réductions d'impôts, le moins d'Etat et la protection contre les sacrifices de la guerre, n'est pas compatible avec une politique offensive efficace contre le terrorisme.

#### *La menace iranienne*

- T. DELPECH, « Le Moyen-Orient de Mahmoud Ahmadinejad », *Politique internationale*, n° 114, hiv. 2007, pp. 53-66.

Dans cet article, Thérèse Delpech analyse la radicalisation de l'Iran depuis l'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad. La multiplication des déclarations provocantes sur Israël, l'organisation de manœuvres militaires d'intimidation dans le détroit d'Ormuz et la mer d'Oman, la reprise du programme nucléaire, enfin, sont des signes qui laissent voir le projet du *leader* iranien : un retour aux sources de la révolution islamique. Selon l'auteur, l'Occident ferait bien de prendre au sérieux les conséquences potentielles de cette radicalisation.

- M. R. DJALILI, « L'Iran d'Ahmadinejad : évolutions interne et politique étrangère », *Politique étrangère*, n° 1, print. 2007, pp. 27-38.

Les liens qui unissent la politique intérieure et la politique étrangère de l'Iran sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad sont plus étroits que dans nombre d'Etats. La politique étrangère repose sur la vision du caractère révolutionnaire de la République islamique – porteuse d'un message contestant la nature hégémonique de l'ordre international. Les discours agressifs contre Israël, l'élaboration du programme nucléaire et l'exploitation du chaos iraquien visent à créer le consensus dans la société iranienne autour de cette vision.

- F. ENCEL, « Des frappes sur l'Iran ? », *Politique internationale*, n° 116, été 2007, pp. 49-60.

Cet article examine les réponses possibles de la Russie, de l'Europe, des Etats-Unis et d'Israël à la politique nucléaire iranienne. Frédéric Encel se penche sur l'efficacité des pressions diplomatiques, mais aussi sur la possibilité et les conséquences potentielles de frappes militaires sur l'Iran. Pour lui, Téhéran ne dépassera pas le stade d'une capacité nucléaire civile : en effet, soit les pressions ou sanctions onusiennes renforceront l'opposition interne à Ahmadinejad, soit des frappes militaires préventives détruiront les installations iraniennes avant que Téhéran ne maîtrise la bombe.

- T. GULDIMANN, « The Iranian nuclear impasse », *Survival*, vol. XLIX, n° 3, aut. 2007, pp. 169-178.

Alors que Téhéran a refusé de se plier aux décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies en accélérant son programme d'enrichissement de l'uranium, les espoirs américains de contenir et d'isoler l'Iran semblent s'amenuiser. En effet, pour cet ancien ambassadeur de la Suisse à Téhéran, la politique iranienne vise à obtenir un effet de levier suffisant pour être reconnu comme une puissance dominante dans la région et pour asseoir le régime. Le mince espoir des Occidentaux repose sur une évolution interne du pays. Pour favoriser celle-là, il faut à court terme éviter l'escalade des tensions.

- A. HUMMEL, « Dr Folamour à Téhéran ou pourquoi faut-il à nouveau s'inquiéter à propos de la bombe ? », *Revue internationale et stratégique*, n° 64, hiv. 2006-2007, pp. 29-37.

La perspective d'une nucléarisation de l'Iran a souvent été relativisée par l'idée d'une éventuelle stabilisation régionale par le nucléaire. Selon l'auteur, une analyse plus « pessimiste », se fondant sur la possible utilisation d'une stratégie de dissuasion du faible au fort de la part de l'Iran en cas de crise, remet cette théorie en perspective. La complexité du système politique iranien, la faiblesse relative de ses ressources entraîneraient également une multiplication des risques d'accident nucléaire. Un Iran nucléarisé deviendrait alors facteur d'instabilité dans la région.

- A. LONG / W. RAAS, « *Osirak redux?* Assessing Israeli capabilities to destroy Iranian nuclear facilities », *International Security*, vol. XXXI, print. 2007, pp. 7-33.

Une frappe aérienne sur des installations du programme nucléaire iranien fait partie des solutions envisageables par Israël, pour qui la perspective d'un Iran nucléarisé est inacceptable. Au-delà du bien fondé d'une telle attaque et de ses répercussions, internes et internationales, il faut s'interroger sur la faisabilité technique d'un bombardement ciblé sur les installations-clefs du programme. La connaissance et l'analyse des cibles, des armes et des méthodes à la disposition de l'Etat hébreu peuvent seules crédibiliser la menace d'une frappe préventive.

- P. MOREAU DEFARGES, « Washington-Téhéran : le marchandage ou le chaos », *Politique internationale*, n° 114, hiv. 2007, pp. 35-51.

Remontant aux racines des conflits qui minent le Moyen-Orient et revenant sur l'histoire des intérêts américains dans la région, Philippe Moreau Defarges analyse la situation tendue entre Etats-Unis et Iran. Selon lui, Washington n'a aujourd'hui pas d'autre option que celle de la négociation avec Téhéran. Si les Américains refusaient un tel dialogue, ils risqueraient un enlèvement complet dans la région. Le choix de la négociation, au contraire, marquerait le renoncement des Etats-Unis à leurs responsabilités impériales au Moyen-Orient et leur entrée dans une logique d'équilibre et de partenariat.

- J.-P. PERRIN, « Ahmadinejad : le début de la fin », *Politique internationale*, n° 115, print. 2007, pp. 41-64.

Le journaliste Jean-Pierre Perrin examine ici les indices d'un affaiblissement politique du président Mahmoud Ahmadinejad. L'analyse du jeu politique interne depuis l'arrivée au pouvoir du Président iranien montre son isolement croissant. Sa politique nucléaire intransigeante et ses provocations ont mis l'Iran sous la menace d'une intervention américaine. Alors que les opposants internes, dont l'influent Hachémi-Rafsanjani, se font plus pressants, même l'ayatollah Khamenei cache de moins en moins son mécontentement. Dans ce contexte, on peut s'interroger sur l'avenir du Président iranien.

- R. TAKEYH, « Time for détente with Iran », *Foreign Affairs*, vol. LXXXVI, n° 2, mars-avr. 2007, pp. 17-32.

Pour ce spécialiste de l'Iran, la stratégie actuelle des Etats-Unis doit être repensée et l'idéologie céder le pas au réalisme. Alors que le régime iranien apparaît divisé, la puissance américaine a l'occasion de normaliser ses relations avec un Etat essentiel au Moyen-Orient : elle doit privilégier une politique de détente, qui seule pourrait permettre d'isoler les mouvances les plus radicales au sein du régime iranien et donner la possibilité aux pragmatiques de reprendre le dessus.